

Djwa, Sandra. *F. R. Scott. Une vie.* Montréal, Boréal, 2001. 688 p.

Sean Mills

Volume 3, numéro 1, automne 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024621ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024621ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mills, S. (2002). Compte rendu de [Djwa, Sandra. *F. R. Scott. Une vie.* Montréal, Boréal, 2001. 688 p.] *Mens*, 3(1), 102–107. <https://doi.org/10.7202/1024621ar>

des Boers, l'Afrique du Sud » (p. 208, n. 38). L'Irlande du Sud accède au statut de dominion en 1921.

Toutefois, s'il comporte certaines erreurs de fait et des choix critiquables, cet ouvrage reste l'un des plus originaux publiés en histoire intellectuelle du Canada depuis bien longtemps.

Damien-Claude Bélanger
Département d'histoire
Université McGill

Djwa, Sandra. *F. R. Scott. Une vie. Montréal, Boréal, 2001. 688 p.**

Avec l'arrivée de l'histoire sociale dans les universités canadiennes dans les années 1960 et 1970, les historiens, selon Carl Berger, « dismissed biographies of elite figures, especially politicians, as propagating a false consciousness about historical change. » Il continue en disant que les historiens sociaux ont commencé à mettre l'accent sur les « groups, classes, and the experiences of common people » (Carl Berger, *The Writing of Canadian History: Aspects of English-Canadian Historical Writing since 1900*, Toronto, University of Toronto Press, 1986 [1976], p. 271). Au cours des dernières années, cependant, les historiens sont peu à peu revenus aux études biographiques, certains ayant même prétendu qu'il s'agissait là d'une composante importante de l'histoire sociale (voir *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 1 (été 2000), en particulier Suzanne Morton, « Faire le saut : la biographie peut-elle être de l'histoire sociale ? », p. 103-109). En mettant l'accent sur l'importance des individus dans l'histoire, les biographes ont rejeté le cadre d'analyse déterministe qui avait été

développé par les marxistes et l'école française des *Annales*. C'est ainsi que Sandra Djwa, dans son livre d'abord publié en anglais en 1987 et récemment traduit en français sous le titre de *F. R. Scott. Une vie*, utilise la vie du poète et constitutionnaliste Francis Reginald Scott (1899-1985) pour explorer plusieurs grands problèmes de l'histoire canadienne. Djwa soutient que la vie de Scott, tout en ayant influencé la politique et la littérature canadienne, reflète également « le climat culturel et politique dans lequel nous baignons aujourd'hui. » Elle poursuit en disant que sa vie « incarne ce qui constitue le cœur même de l'expérience canadienne » (p. 360).

Dans son ouvrage, Djwa met l'accent sur la pensée et l'activité politiques de Scott. Combinant les souvenirs des collègues de Scott à ses archives personnelles, à ses œuvres et à de longues entrevues, l'auteure parvient à recréer méticuleusement l'univers social du personnage. Pour ce dernier, la poésie, le droit constitutionnel et l'activisme politique, les trois aspects parallèles de sa carrière, se rejoignaient dans une philosophie d'ensemble. Il croyait que la politique était « l'art d'élaborer, dans la société, les lois et les institutions qui donneront le mieux l'impulsion nécessaire au jaillissement de l'esprit créateur enfoui, à divers degrés, en chacun de nous » (p. 375). Djwa, en portant une grande attention aux détails, scrute la liste des lectures de Scott alors qu'il était à l'Université d'Oxford et démontre comment celui-ci, fortement influencé par H. G. Wells et R. H. Tawney, commença à questionner l'ordre social établi. Selon l'auteure, Scott en vint, au fil de ses années d'étude, à « une constatation claire : l'ordre social n'est pas juste et le devoir d'un chrétien est de changer la situation » (p. 68). Ce n'est cependant que lors de l'effondrement économique des années 1930 que Scott commence à s'engager activement en politique. Du point de vue de Djwa, c'est en 1933, année de fondation de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF, ancêtre du Nouveau parti dé-

mocratique), que « l'universitaire, le poète, le jeune militant devient un ardent défenseur de la justice sociale » (p. 171). Il défendit notamment les libertés civiles des tenants du communisme, appuya avec force l'indépendance du Canada face à l'Empire britannique et réclama la nationalisation des corporations canadiennes. Scott, qui voulait former au Canada une organisation semblable à la Fabian Society britannique, établit alors, en collaboration avec Frank Underhill, bouillant professeur à l'Université de Toronto, la Ligue pour la reconstruction sociale.

Bien qu'elle examine de près les luttes politiques de Scott et qu'elle cherche à analyser les origines de sa pensée politique, Djwa laisse cependant plusieurs questions sans réponse. Comment et pourquoi, par exemple, la philosophie politique de Scott est-elle passée d'un socialisme radical à un réformisme libéral modéré ? Dans leur manifeste de 1943, intitulé *Make This YOUR Canada*, Frank Scott et David Lewis (futur chef du NPD) esquissèrent clairement leur objectif radical qui consistait à *remplacer* le « capitalist ownership by social ownership ». Scott et Lewis rejetaient ainsi explicitement le capitalisme, même tempéré par l'État-providence. Ils soutenaient que les projets d'assurance sociale « are umbrellas and not homes ». Mais voilà qu'en traitant du début des années 1950, Djwa affirme que, pour Scott, « l'idée de l'État-providence est alors un concept tout nouveau et exaltant » (p. 373). Sans une explication adéquate du passage de Scott du socialisme à la social-démocratie, les lecteurs ne peuvent pas bien comprendre le cheminement de sa pensée politique.

Un autre aspect problématique du travail de Djwa concerne l'importance qu'elle accorde au Québec dans la formation de la pensée de Scott. En montrant une sensibilité considérable à l'influence que peuvent avoir les conditions sociales uniques du Québec sur la pensée d'un Anglo-Montréalais,

Djwa évite de présenter Scott tout simplement comme un Canadien anglais déconnecté de son environnement. Dès son enfance à Québec, Djwa soutient que Scott « commence aussi à saisir l'essence de la relation qui existe entre l'anglais et le français au Québec, et même à comprendre quelle est la place du Canada dans l'Empire » (p. 42). Qui plus est, au cours des années 1930 et 1940, tout en s'opposant avec véhémence à Maurice Duplessis et à ses attaques contre les libertés civiles, Scott se battait pour l'indépendance du Canada par rapport à la Grande-Bretagne. En tant qu'Anglo-Québécois de gauche, « Scott se place en dehors des deux structures de pouvoir dominantes au Québec : les protestants de langue anglaise, qui forment la classe des affaires et emploient la classe ouvrière de langue française, l'Église catholique romaine et le gouvernement, auxquels s'identifient les travailleurs canadiens-français » (p. 236). Malgré les relations tendues que Scott entretenait avec les groupes sociaux dominants au Québec, Djwa le présente comme étant sympathique à l'idéologie canadienne-française. Par exemple, en s'opposant à la conscription pendant la Deuxième Guerre mondiale, Scott s'aliénait à la fois les membres de sa famille et la communauté anglo-montréalaise en général.

C'est cependant par cette célébration des sympathies de Scott envers le Québec que Djwa démontre certains défauts du genre biographique. En s'identifiant peut-être de trop près à son sujet, elle néglige d'analyser certaines contradictions dans son soutien présumé des droits des Canadiens français. Elle minimise par exemple l'importance de l'idée de Scott selon laquelle le nationalisme canadien-français et le pouvoir temporel de l'Église catholique romaine étaient illégitimes. Lorsqu'un étudiant de droit canadien-français à McGill contesta le fait que Scott rejetait la théorie des deux peuples fondateurs, Scott lui donna l'équivalent d'une semaine de lec-

ture, afin qu'il puisse apprendre le « juste » point de vue sur ce sujet. Après avoir décrit en détail la façon dont Scott gère cette situation, Djwa soutient pourtant sans broncher que ce dernier « est ouvert au désir du Canada français d'avoir accès à une plus grande égalité et à plus d'autonomie et, sur le plan personnel, il exerce un ascendant stimulant sur les jeunes francophones qui étudient à McGill » (p. 325). Bien qu'il défendit l'autonomie du Canada face à la Grande-Bretagne et combattit la conscription pendant la Seconde Guerre mondiale, Scott préconisait également un gouvernement fédéral fortement centralisé et continua, toute sa vie, à considérer les Canadiens français comme une simple minorité parmi les autres. Tout en défendant le soutien de Scott pour un gouvernement central fort, Djwa affirme que celui-ci est parvenu à résoudre le conflit inévitable avec l'idéologie canadienne-française en « distinguant les droits des minorités de ceux des provinces ». Il croyait que seul le gouvernement fédéral pouvait « garantir les droits des minorités » (p. 325-326). Toutefois, le fait que les nationalistes canadiens-français ne se conçoivent pas eux-mêmes comme une minorité semble revêtir aussi peu d'importance pour Djwa aujourd'hui que pour Scott jadis.

Malgré les difficultés qu'il soulève, le livre *F. R. Scott. Une vie* parvient à présenter un riche portrait de la complexité et des tensions qui animent la société canadienne. En cherchant à reconstruire les influences sociales qui ont formé la pensée politique et artistique de Scott et en montrant comment il contribua à son tour à former la société canadienne, Djwa parvient à démontrer l'importance de forces sociales plus larges, tout en préservant l'individu. La biographie comme genre, qui esquisse les structures normatives façonnant les individus tout en démontrant l'importance de leurs actions politiques, est donc en mesure, pour reprendre les mots de

Morton, de « comporter un fort utile message politique et moral » (Morton, *loc. cit.*, p. 109).

Sean Mills
Département d'histoire
Université McGill

* J'aimerais remercier Benoît Dubreuil pour la traduction ainsi qu'Annie Gagnon et les membres du comité de rédaction de *Mens* pour leurs précieux commentaires.

Alan Gordon. *Making Public Pasts. The Contested Terrain of Montreal's Public Memories, 1891-1930.* Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2001. 233 p.

Avec la récente publication de son ouvrage *Making Public Pasts*, Alan Gordon ajoute sa contribution à l'histoire culturelle portant sur la commémoration et la représentation du passé au Canada. Il rejoint ainsi les H.V. Nelles, Jonathan Vance, Cecilia Morgan, Colin Coates, Patrice Groulx et autres qui ont donné une vigueur toute nouvelle à ce champ historiographique depuis quelques années. Dans son volume, Gordon aborde les différentes conceptions de l'histoire qui se sont affrontées dans la définition de la mémoire publique à Montréal entre 1891 et 1930 par l'étude des plaques et des monuments commémoratifs. Plus fondamentalement, il traite de la formation et de la transformation des identités collectives qui se sont retrouvées en compétition dans ce qui était la métropole canadienne au tournant du XX^e siècle ainsi que du rôle central joué par les petite et moyenne bourgeoisies dans le processus commémoratif. Dans cette perspective, si les pla-